

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 50

Excusés : 12

Absents : 17

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

REUNION DU 02 JUIN 2025

L'an **DEUX MILLE VINGT-CINQ**, le **LUNDI DEUX JUIN** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT-SEPT MAI DEUX MILLE VINGT-CINQ**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, M. MOULINNEUF Serge, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges- Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DOSSOU Marie-Ange, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MILLARD Jean-Luc, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. CARRE Julien, Mme ELSODY Arhella, Mme DUBOE Nicole, Mme YERRO Georges- Marie, Mme COLLET Marie-Claude, Mme MEYER Karine, M. JIAR Youssef, M. MORIN Sébastien, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme VERTE Monique, Mme VERTE Monique,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUR Patricia, Mme BRAIHIM Marwa, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MEIGNEN Thierry, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, Mme YOUSOUF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme LEFEVRE Bénédicte

DELIBERATION N°83 - AMENAGEMENT - LE BLANC-MESNIL - ZAC DU CENTRE-VILLE - APPROBATION DU CRACL 2024

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Julien CARRE,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-5,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.300-1 et suivants, L.311-1 et suivants, R.311-1 et suivants, relatifs aux zones d'aménagement concerté,
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
Vu la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol en matière d'opération d'aménagement,
Vu la décision n°DRIEAT-SCDD-2021-092 du 9 août 2021 du préfet de la région d'Île-de-France dispensant d'évaluation environnementale le projet de requalification du centre-ville du Blanc-Mesnil,
Vu le plan local d'urbanisme de la commune du Blanc-Mesnil en vigueur,
Vu la délibération n°96 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 28 juin 2021 portant approbation des objectifs de l'opération d'aménagement du quartier centre-ville, prise d'initiative de la création de la ZAC sur le quartier du centre-ville et définition des modalités de la concertation préalable,
Vu la délibération n°97 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 28 juin 2021 portant engagement de la procédure d'expropriation sur le quartier du centre-ville,
Vu la délibération n°98 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 28 juin 2021 relative au lancement de la procédure de concession d'aménagement,
Vu la délibération n°112 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 4 juillet 2022 approuvant le bilan de la concertation, le dossier de création de la ZAC et décidant la création de la ZAC centre-ville,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250602-83-02-06-2025-DE
Date de télétransmission : 12/06/2025
Date de réception préfecture : 12/06/2025

Vu la délibération n° 47 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 4 avril 2023 qui attribue la concession d'aménagement de la ZAC centre-ville du Blanc-Mesnil à la SPL Séquano Grand Paris,
Vu le traité de concession d'aménagement de la ZAC du centre-ville signé le 24 avril 2023,
Vu l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement signé le 8 novembre 2023,
Vu l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement signé le 3 décembre 2024
Vu la convention tripartite de financement de la ZAC du centre-ville signée le 8 novembre 2023,
Vu l'avenant n°1 à la convention tripartite de financement signé le 3 décembre 2024,
Vu le dossier de réalisation et le programme des équipements publics approuvé par la délibération 167 du CT du 18 décembre 2023,

Considérant que L'EPT a créé la zone d'aménagement concerté (ZAC) du centre-ville du Blanc-Mesnil par délibération du conseil de territoire du 4 juillet 2022.

Considérant que l'aménagement de cette ZAC a été concédé à la SPL Séquano Grand Paris le 26 avril 2023.

Considérant que conformément à l'article L300-5 du code de l'urbanisme, l'aménageur de la ZAC doit présenter annuellement un compte rendu d'activité à la collectivité (CRACL) comportant :

- Le bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice.

Considérant que la SPL Séquano Grand Paris présente aujourd'hui le compte rendu d'activité 2024, ci-annexé, en vue de son approbation au conseil territorial de Paris Terres d'Envol.

Considérant que ce compte rendu fait état d'un état d'avancement physique, financier et administratif de l'opération, ainsi qu'un échéancier prévisionnel de la poursuite de l'opération.

Considérant que le bilan prévisionnel au 31 décembre 2024 présente un montant prévisionnel de dépenses et de recettes en fin d'opération de 73 832 086 € HT, en diminution de 1 976 969 € par rapport à l'avenant 2 du traité de concession, diminution due à l'apport en nature réalisé (1€ symbolique) des fonciers ville.

Considérant que le poste des VRD est en augmentation (+ 6 %) pour tenir compte des évolutions du programme et de l'affinement des études.

Considérant que la participation de l'EPT à la compétence restructuration urbaine de 17 350 467 € dont 1 537 662 € versés en 2023 est conforme au traité de concession (avenant n°2).

Considérant que la participation de l'EPT à l'équilibre de l'opération de 9 723 768 € dont 846 776 € versés pour 2023, est conforme au traité de concession (avenant n°2).

Considérant qu'en application de la convention tripartite de financement, la ville verse 70 % du montant de la participation au titre de la restructuration urbaine à l'EPT et participe au financement de 50 % du déficit à travers le FCCT.

Après en avoir délibéré

- **Approuve** le compte-rendu d'activité à la collectivité (CRACL) 2024 ci annexé.
- **Autorise** le président à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol dans un délai de deux mois à compter de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de cet affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration.

Adopte à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250602-83-02-06-2025-DE
Date de télétransmission : 12/06/2025
Date de réception préfecture : 12/06/2025